

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 84 — 1097

10 MEI 1984. — Decreet waarbij Brussel hoofdstad van de Franse Gemeenschap verklaard wordt (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. Brussel is de hoofdstad van de Franse Gemeenschap.

Vaardigen dit decreet uit, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 10 mei 1984.

De Minister-Voorzitter belast met de Culturele Aangelegenheden en de Buitenlandse Betrekkingen,

Ph. MOUREAUX

De Minister van Sociale Zaken,

Ph. MONFILS

De Minister van Gezondheid en van Onderwijs,

R. URBAIN

(1) Zitting 1983-1984.

Bescheid van de Raad. — Nr. 138, nr. 1. Voorstel van decreet.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 4 april 1984.

F. 84 — 1098

28 FEVRIER 1984. — Arrêté de l'Exécutif relatif à l'intervention de la Communauté française dans le coût des travaux de restauration, d'entretien ou de consolidation effectués aux édifices ou monuments classés

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 7 août 1931 sur la conservation des monuments et des sites, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté du Régent du 28 décembre 1944 portant délégation au Ministre de la Justice pour autoriser des travaux aux églises;

Vu l'arrêté du Régent du 22 juillet 1949 relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subvention pour l'exécution de travaux par les provinces, communes, associations de communes, commissions d'assistance publique, fabriques d'églises et associations de polders ou de wateringues, notamment l'article 2, § 3;

Vu l'arrêté royal du 22 février 1974, relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subsides pour l'exécution de travaux d'infrastructure culturelle et sportive exécutés par les provinces, communes, agglomérations, fédérations et associations de communes et les commissions de la culture de l'agglomération bruxelloise, notamment l'article 2;

Vu l'accord du Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française, chargé du budget;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur proposition de notre Ministre-Président,

Arrêtons :

Article 1er. Dans les limites des crédits budgétaires, l'Exécutif détermine l'intervention de la Communauté française dans le coût des travaux d'entretien, de consolidation et de restauration, à l'exclusion des travaux d'équipement, effectués aux édifices ou monuments classés.

Art. 2. Le bénéfice de cette intervention peut être accordé pour les travaux qui ont notamment l'un des objets suivants :

— la protection de l'édifice ou du monument contre les intempéries, l'incendie, les mouvements d'eau souterrains ou tout accident naturel;

— la protection provisoire de l'édifice ou du monument avec l'exécution des travaux définitifs;

— la protection de l'édifice ou du monument contre le vandalisme ou le vol;

— les traitements destinés à préserver ou à conserver tout ou partie de l'édifice ou du monument;

— le remplacement d'éléments originaux de l'édifice ou du monument qui ne peuvent être consolidés ou stabilisés;

— le dégagement et la mise en valeur d'éléments archéologiques significatifs ou la suppression d'ajouts inopportuns;

— le gros œuvre propre à donner une affectation nouvelle à l'édifice ou au monument;

— le surcroît de précautions nécessaires à l'exécution de travaux d'aménagement dans un édifice ou un monument classé, notamment le renouvellement ou l'installation de conduites de chauffage, d'électricité, d'adduction ou d'évacuation d'eau;

— la climatisation nécessaire à la conservation d'éléments de valeur de l'édifice ou du monument.

L'intervention peut également couvrir les études, relevés, investigations et installations nécessaires à la constitution du dossier d'un projet de travaux, notamment les études archéologique et technique.

Art. 3. § 1er. L'intervention peut atteindre 80 p.c. du coût des travaux et des études visées à l'article 2, alinéa 2.

§ 2. L'intervention peut atteindre 70 p.c. du coût des travaux et des études visées à l'article 2, alinéa 2, lorsque ceux-ci ont pour objet des immeubles qui ne sont pas susceptibles d'être donnés en location ou dont la destination principale est celle de musée accessible au public.

§ 3. L'intervention peut atteindre 95 p.c. après avis de la Commission royale des monuments et des sites sur le caractère exceptionnel des biens considérés lorsqu'il s'agit de travaux de sauvegarde ou de mise en valeur de biens classés, faisant partie intégrante d'un immeuble classé ou non et présentant une valeur documentaire ou un intérêt artistique exceptionnels, tels que peintures, décors muraux, sculptures, vitraux ou meubles immobilisés.

§ 4. Après avis de la Commission royale des monuments et des sites sur le caractère exceptionnel des biens considérés, une intervention supérieure aux maximums prévus, selon le cas, au paragraphe 1er et au paragraphe 2, peut être consentie à la double condition :

1^o qu'il s'agisse de travaux de sauvegarde d'immeubles non susceptibles d'être donnés en location, d'immeubles aménagés en musée accessibles au public, d'immeubles de prestige ou d'un intérêt exceptionnel;

2^o que, par acte authentique, le propriétaire s'engage envers la Communauté à lui rembourser tout ou partie de la différence entre l'intervention perçue et le maximum de l'intervention prévue soit par le paragraphe 1er, soit par le paragraphe 2, dans le cas où il aliénerait son bien dans les vingt ans à partir de la réception définitive des travaux.

Le montant à rembourser sera calculé suivant la formule ci-après :

- 100 p.c. si la vente intervient avant l'expiration du 12e mois qui suit la date de la réception définitive;
- 95 p.c. si la vente intervient avant l'expiration du 24e mois;
- et ainsi de suite par tranche de 12 mois supplémentaires.

§ 5. Une intervention extraordinaire dans le coût de mesures conservatoires peut être consentie lorsque l'état du bâtiment requiert que de telles mesures soient prises, afin d'assurer la mise hors eau ou la consolidation ou de prévenir le vandalisme ou le vol en attendant une restauration future.

Art. 4. Les interventions sont accordées aux conditions suivantes :

1^o que les travaux aient été autorisés par arrêté de l'Exécutif;

2^o que la date du début des travaux soit portée à la connaissance de la Communauté et de la Commission royale des monuments et des sites au moins huit jours à l'avance;

3^o que les devis aient été dressés et les marchés conclus conformément aux dispositions légales et réglementaires relatives aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services lorsque le propriétaire est une personne de droit public ou à un règlement arrêté par l'Exécutif lorsque le propriétaire est une personne de droit privé;

4^o que le demandeur :

a) justifie de la souscription d'une assurance jugée suffisante par l'Exécutif pour couvrir les dégâts que les biens classés pourraient subir du fait de risques tels que l'incendie, la foudre, les explosions et les intempéries;

b) se soit engagé à signaler aussitôt à la Communauté tout sinistre, même non couvert par l'assurance visée au a), survenu aux biens classés;

c) justifie que l'assuré s'est engagé soit à consacrer l'indemnité à la reconstruction ou à la restauration du bien classé, soit à la céder à la Communauté dans la mesure où les travaux réalisés à l'aide de l'intervention de la Communauté lui ont permis de percevoir une indemnité plus élevée.

Art. 5. § 1er. L'intervention porte sur le montant total des dépenses visées à l'article 2.

§ 2. Peuvent être pris en considération pour établir la base de calcul de l'intervention :

a) le coût réel de travaux, taxe sur la valeur ajoutée incluse, fixe par le décompte de l'ouvrage, sans que toutefois ce coût puisse excéder le montant de l'offre ou de la soumission approuvée;

b) les révisions de prix qui résultent des contrats qui sont approuvés par l'Exécutif ou par son délégué;

c) le coût des travaux supplémentaires éventuels pour autant que l'Exécutif ou son délégué les ait autorisés au préalable;

d) si les travaux sont exécutés en régie, le montant, approuvé par l'Exécutif, des frais d'acquisition des matériaux nécessaires à l'exécution des travaux;

e) si les travaux sont réalisés par le propriétaire, le coût des matériaux nécessaires à leur exécution, tel qu'il résulte de l'offre du moins disant de trois fournisseurs et à la condition que les travaux répondent aux règles de l'art;

f) un montant forfaitaire fixé à 7 p.c. au maximum des dépenses admissibles en vertu des a, b, c, d et e, destiné à couvrir les frais généraux, les frais d'étude de l'entreprise, les honoraires de l'auteur de projet, les frais d'adjudication et les frais de surveillance;

g) le coût des études, relevés, investigations et installations, visés à l'article 2, alinéa 2.

§ 3. L'Exécutif peut limiter l'intervention à un montant maximum.

Art. 6. Lorsque l'état d'un immeuble requiert la prise de mesures de protection urgentes, les conditions prévues à l'article 4, 3^o, ne sont pas d'application.

Art. 7. Sont abrogés pour la Communauté française :

a) l'article 2b, de l'arrêté royal du 22 février 1974, relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subsides pour l'exécution de travaux d'infrastructure culturelle et sportive exécutés par les provinces, communes, agglomérations, fédérations et associations de communes et les commissions de la culture de l'agglomération bruxelloise;

b) l'article 2, § III de l'arrêté du Régent du 2 juillet 1949 relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subsides pour l'exécution de travaux ar les provinces, communes, associations de communes, commissions d'assistance publique, fabriques d'églises, associations de polder ou de wateringues;

c) l'arrêté du Régent du 28 décembre 1944 portant délégation au Ministre de la Justice pour autoriser des travaux aux églises, en tant que cet arrêté concerne les édifices classés.

Bruxelles, le 28 février 1984.

Pour l'Exécutif de la Communauté française,
Le Ministre-Président,
Ph. MOUREAUX

VERTALING

N. 84 — 1098

28 FEBRUARI 1984. — Besluit van de Executieve betreffende de tussenkomst van de Franse Gemeenschap in de kosten voortvloeiende uit de herstel-, onderhouds- en verstevigingswerken uitgevoerd aan gerangschikte gebouwen en monumenten

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 7 augustus 1931 op het behoud van monumenten en landschappen, inzonderheid artikel 2;

Gelet op het besluit van de Regent van 28 december 1944 waarbij aan de Minister van Justitie opdracht wordt gegeven om tot de uitvoering van werken aan de kerken machtiging te verlenen;

Gelet op het besluit van de Regent van 22 juli 1949 betreffende de Staatstussenkomst inzake toelagen voor het uitvoeren van werken door de provincies, gemeenten, verenigingen van gemeenten, commissies van openbare onderstand, kerkfabrieken en verenigingen van polders of van wateringens, inzonderheid artikel 2, § 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 februari 1974 betreffende de Staatstussenkomst inzake toelagen voor het uitvoeren van culturele en sportinfrastructuurwerken uitgevoerd door de provincies, gemeenten, agglomeraties, federaties en verenigingen van gemeenten en de Commissies voor de Cultuur van de Brusselse agglomeratie, inzonderheid artikel 2;

Gelet op het akkoord van de Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap, belast met de begroting;
Gelet op het advies van de Raad van State;
Op de voordracht van Onze Minister-Voorzitter,

Besluiten :

Artikel 1. Binnen de perken van de begrotingskredieten, stelt de Executieve de tussenkomst vast van de Franse Gemeenschap in de kosten van de onderhouds-, versteviging- en herstelwerken, met uitsluiting van de uitrustingswerken, uitgevoerd aan gerangschikte gebouwen en monumenten.

Art. 2. Deze tussenkomst mag worden verleend voor de werken die namelijk één van de volgende voorwerpen uitmaken :

- de bescherming van het gebouw of van het monument tegen weersinvloeden, brand, onderaardse verplaatsingen van water of elke natuurramp;
- de voorlopige bescherming van het gebouw of van het monument vóór de uitvoering van de definitieve werken;

- de bescherming van het gebouw of van het monument tegen vernielzucht of diefstal;
- de behandelingen bestemd om het ganse of een gedeelte van het gebouw of van het monument te beschermen of te bewaren;
- de vervanging van originele elementen van het gebouw of van het monument die niet kunnen worden geconsolideerd of gestabiliseerd;
- de vrijmaking en de valorisatie van kenmerkende oudheidkundige elementen of de verwijdering van ongeschikte toevoegsels;
- de ruwbouw noodzakelijk om een nieuwe bestemming te geven aan het gebouw of aan het monument;
- de toename van de vereiste voorzorgsmaatregelen tot het uitvoeren van inrichtingswerken in een gerangschikt gebouw of monument, namelijk de vernieuwing of de plaatsing van verwarmings-, elektriciteits-, aanvoer-, of lozingsleidingen van water;
- de vereiste klimatisering tot de bescherming van waardevolle elementen van het gebouw of van het monument. De tussenkomst mag eveneens de studies, de opgaven, de opzoekingen en de installaties dekken, dienende tot de samenstelling van het dossier voor een ontwerp van de werken, namelijk de oudheidkundige en technische studies.

Art. 3. § 1. De tussenkomst mag 60 pct. bereiken van de kosten van de werken en van de studies waarvan sprake in artikel 2, alinea 2.

§ 2. De tussenkomst mag 70 pct. bereiken van de kosten van de werken en van de studies waarvan sprake in artikel 2, alinea 2, indien deze, gebouwen beogen welke niet kunnen worden verhuurd of waarvan de hoofdbestemming deze is van een museum toegankelijk voor het publiek.

§ 3. De tussenkomst mag 95 pct. bereiken na het advies te hebben ingewonnen van de Koninklijke Commissie voor monumenten en landschappen nopens het buitengewoon karakter van de beoogde goederen indien het gaat om beschermings- of om valorisatiewerken van gerangschikte goederen, welke integraal deel uitmaken van een al dan niet gerangschikt gebouw en een documentaire waarde of een buitengewoon artistiek belang bezitten, zoals schilderijen, muurversieringen, beeldhouwwerken, glasramen of onroerende meubels.

§ 4. Na het advies te hebben ingewonnen van de Koninklijke Commissie voor monumenten en landschappen nopens het buitengewoon karakter van de beoogde goederen, kan een tussenkomst hoger dan de voorziene maxima worden toegekend, volgens het geval, voorzien in paragraaf 1, en in paragraaf 2, mits de dubbele voorwaarde:

1° dat het gaat om beschermingswerken van gebouwen welke niet kunnen worden verhuurd, van gebouwen ingericht tot musea toegankelijk voor het publiek, van gebouwen met buitengewoon aanzien of belang;

2° dat, bij authentieke akte, de eigenaar zich verbindt tegenover de gemeenschap om haar het geheel of een gedeelte terug te betalen van het verschil tussen de ontvangen tussenkomst en het maximum van de tussenkomst voorzien, hetzij bij paragraaf 1, hetzij bij paragraaf 2, ingeval hij zijn goed zou vervreemden binnen de twintig jaar met ingang van de definitieve oplevering van de werken.

Het terug te betalen bedrag zal berekend worden volgens de hiernavermelde formule:

— 100 pct. indien de verkoop gebeurt vóór de verstrijking van de 12e maand die volgt op de datum van de definitieve oplevering;

— 95 pct. indien de verkoop gebeurt vóór de verstrijking van de 24e maand;

— enzovoort per gedeelte van 12 aanvullende maanden.

§ 5. Een buitengewone tussenkomst in de kosten van de beschermingsmaatregelen kan worden toegestaan indien de staat van het gebouw vereist dat dergelijke maatregelen moeten worden getroffen, ten einde de droogleggingswerken of de versteviging te verzekeren of vernielzucht of diefstal te voorkomen in afwachting van een later herstel.

Art. 4. De tussenkomsten worden toegekend onder volgende voorwaarden:

1° dat de werken werden toegelaten bij besluit van de Executieve;

2° dat de datum van aanvang van de werken, ten minste acht dagen op voorhand, ter kennis wordt gebracht aan de Gemeenschap en aan de Koninklijke Commissie voor monumenten en landschappen;

3° dat de bestekken werden opgesteld en de overeenkomsten werden afgesloten overeenkomstig de wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten in geval de eigenaar een publiek rechtelijk rechtspersoon is of tot een reglement besluit van de Executieve indien de eigenaar een privaats rechtelijk rechtspersoon is;

4° dat de aanvrager:

a) het bewijs levert een verzekering te hebben onderschreven die door de Executieve voldoende wordt geacht om de beschadigingen te dekken die de gerangschikte goederen zouden kunnen ondergaan wegens risico's zoals brand, bliksemneerslag, ontploffingen en weersinvloeden;

b) hij zich heeft verbonden aan de Gemeenschap aanstonds elke ramp mede te delen zelfs deze die niet gedekt werd door de verzekering beoogd bij a), overkomen aan de gerangschikte goederen;

c) bewijst dat de verzekerde zich verbonden heeft, hetzij de vergoeding te gebruiken voor de heropbouw of het herstel van het gerangschikt goed, hetzij deze af te staan aan de Gemeenschap in de mate dat de verwezenlijkte werken met de hulp van de tussenkomst van de Gemeenschap hem hebben in staat gesteld een hogere vergoeding te ontvangen.

Art. 5. § 1. De tussenkomst steunt op het totaal bedrag van de uitvoering beoogd bij artikel 2.

§ 2. Mogen in aanmerking worden genomen om de basis van de berekening van de tussenkomst vast te stellen:

a) de werkelijke kosten van de werken, belasting op de toegevoegde waarde inbegrepen, vastgesteld bij de afrekening van de werken, zonder dat deze kosten evenwel het bedrag van de prijsofferte of de goedgekeurde inschrijving mag overschrijden;

b) de prijsherzieningen die voortvloeien uit de overeenkomsten die goedgekeurd werden door de Executieve of haar afgevaardigde;

c) de kosten van de gebeurlijke bijkomende werken voor zover de Executieve of haar afgevaardigde deze voorafgaand zou hebben goedgekeurd;

d) indien de werken worden uitgevoerd in eigen beheer, het bedrag, goedgekeurd door de Executieve, van de aanwervingskosten van de materialen die nodig zijn voor de uitvoering van de werken;

e) indien de werken worden verwezenlijkt door de eigenaar, de kosten van de materialen die nodig zijn voor de uitvoering, zoals blijkt uit de voordeligste prijsofferte van drie leveranciers en op voorwaarde dat de werken beantwoorden aan de regels van de kunst;

f) een forfaitair bedrag maximum vastgesteld op 7 pct. van de aanneembare uitgaven krachtens a, b, c, d en e, bestemd om de algemene kosten te dekken, de studiekosten van de onderneming, de honoraria van de ontwerper, de kosten van de aanbesteding en de kosten van toezicht;

g) de kosten van de studies, opgaven, opzoekingen en inrichtingen, beoogd bij artikel 2, alinea 2.

§ 3. De Executieve kan de tussenkomst beperken tot een maximum bedrag.

Art. 6. In geval de staat van een gebouw dringende beschermingsmaatregelen vergt zijn de voorwaarden voorzien bij artikel 4, 3° niet van toepassing.

Art. 7. Worden ingetrokken voor de Franse Gemeenschap:

a) artikel 2b van het koninklijk besluit van 22 februari 1974, betreffende de Staatstussenkomst inzake toelagen voor het uitvoeren van culturele en sportinfrastructuurwerken uitgevoerd door de provincies, gemeenten, agglomeraties, federaties en verenigingen van gemeenten en de Commissies voor de Cultuur van de Brusselse agglomeratie;

b) artikel 2, § III, van het besluit van de Regent van 2 juli 1949 betreffende de Staatstussenkomst inzake toelage voor de uitvoering van werken door de provincies, gemeenten, verenigingen van gemeenten, commissies van openbare onderstand, kerkfabrieken, verenigingen van polders of van wateringen;

c) het besluit van de Regent van 28 december 1944, waarbij aan de Minister van Justitie opdracht wordt gegeven om tot de uitvoering van werken aan de kerken machtiging te verlenen, voor zover dit besluit gerangschikte gebouwen betreft.

Brussel, 28 februari 1984.

Namens de Executieve van de Franse Gemeenschap,
De Minister-Voorzitter,

Ph. MOUREAUX